

<http://lipietz.net/Et-maintenant-on-fait-quoi>

Et maintenant on fait quoi ?

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Date de mise en ligne : samedi 28 septembre 2019

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Dans une première contribution au congrès de EELV, nous avons présenté notre analyse de la situation après les élections européennes (on peut [la retrouver ici](#)). Voici maintenant comment nous envisageons notre feuille de route, de manière plus pratique.

Les principaux résultats des européennes, c'est 1. que l'écologie est enfin reconnue comme l'axe autour duquel reconstruire un camp du progrès humain, et 2. que EELV apparaît comme le pôle de regroupement principal d'un tel chantier.

Ce chantier va se matérialiser par :

- ▶ un travail continu pour renforcer dans la société un nouveau « sens commun » écologiste,
- ▶ renforcer ce pôle écologiste que nous incarnons pour la société,
- ▶ et plusieurs étapes cruciales (municipales, régionales, présidentielle et législative),
- ▶ sans compter tout ce que l'actualité va nous imposer et que nous ne pouvons prévoir avec certitude (guerres, accidents écologiques majeurs, etc).

1. Un immense chantier pédagogique

Nous héritons d'une responsabilité à laquelle ni nous ni la population ne sont vraiment préparés : affronter les crises écologiques (énergie-climat, alimentation santé, effondrement de la biodiversité, dans un cadre libéral qui désarme largement le politique et aggrave les inégalités de résilience). Ni nos électeurs, ni ceux que nous allons convaincre, ni même nos nouveaux adhérents, ne sont réellement au fait de l'analyse de ces crises et des réponses que les Verts de France et d'ailleurs ont déjà élaborées.

Par exemple : qui connaît les municipalités que nous gérons déjà ? Combien elles sont, ce qu'on y fait, à Loos en Gohelle, à La Grande Synthe, à Grenoble et dans tant d'autres villes et villages ? Qui connaît ce que réalisent les alterconsommateurs, les animateurs de l'ESS ?

C'est à partir de ces pratiques et de la philosophie qui les inspire que nous devons tisser une nouvelle vision du monde, un nouveau sens commun rassemblant des secteurs de plus en plus larges de la population, inspirant un nouveau discours des médias, et à son tour de nouvelles pratiques, extra-institutionnelles et, de plus en plus, institutionnelles. Voyez l'évolution en quelques semaines sur les pesticides !

La formation de nos militants et sympathisants est le tout premier chantier à mettre en oeuvre, car nous allons rentrer massivement en responsabilités. Mais tout aussi importante est la pédagogie des crises adressée à l'ensemble de la population. Il faut organiser de véritables campagnes d'explications, en se saisissant de toutes les questions d'actualité : la bataille des pesticides, la bataille pour sauver la forêt française, le retour du dieselgate, l'extension des Zones à Faibles Émissions, etc. Et pour cela partir de toutes les pratiques fragmentées mettant déjà en oeuvre la transition écologique, car « connaître, c'est faire ».

2. Relancer la coopérative.

Bien sûr nous n'avons pas réponse à tout. La « compétence écologique » est et restera largement dispersée en dehors du parti EELV. D'où l'importance de la reconstruction de la Coopérative écologiste, à l'échelle locale, sectorielle et nationale. Celle-ci ne doit pas être une structure de « sous-adhérents » mais un lieu permanent d'échange d'expertises (où la Fondation de l'Écologie Politique doit retrouver un rôle moteur) et de contrôle des prises de position du parti et de ses élus, comme ailleurs en Europe.

Construire la coopérative implique une négociation permanente avec l'archipel des associations, syndicats, artistes, documentaristes, chercheurs et partis s'affirmant peu ou prou écologistes. Elle ne peut plus voir ses statuts, ses formes de fonctionnement, et même son financement, fixés par le seul parti EELV, même si EELV, en tant que pôle permanent de l'écologie politique en France, doit y jouer un rôle actif. Peut-être cet archipel se dotera-t-il de différents niveaux de participation, sans doute la plupart de ses participants locaux ou sectoriels s'autofinanceront... Ne soyons pas tatillons et bureaucratiques : l'important est que ça rassemble !

3. Les municipales (et les régionales)

Les européennes semblent nous voir placé en tête d'un « camp du progrès social et écologique » en de nombreuses villes et villages. Ne nous illusionnons pas cependant : chaque élection a ses propres enjeux. On en tire une « impression générale » de prégnance de l'écologie, mais d'autres forces politiques sont capables de se « greenwasher » et disposent d'autres atouts... par exemple les maires sortants. Mais ne fuyons pas non plus nos responsabilités, en faisant « comme d'habitude », comme des enfants suivant « les grands ». Les grands, aujourd'hui, nous en sommes. Nous devons nous fixer de faire « le mieux possible » pour la Planète et pour nos voisins, et nous verrons bien. Nous avons une obligation de moyens, ce sont les électeurs qui décident du résultat.

Notre but, au premier tour, doit être de regrouper les forces véritablement convaincues de la nécessité de la transition écologique (énergétique, alimentaire, avec toutes leurs déclinaisons : santé, mobilité, solidarités, etc) et prêtes à tous les efforts pour cela. Une solution (pas forcément généralisable) est de pousser à des listes citoyennes, car la méfiance reste vive à l'égard des partis, y compris nous. Dans tous les cas, seuls les groupes locaux peuvent évaluer la sincérité d'alliés potentiels locaux (qu'ils se disent « de gauche » ou « écologistes »), les nécessités tactiques d'alliance dès le premier tour, comme de fusion au second tour. Les instances supérieures ne peuvent qu'inciter et aider les groupes locaux trop timides ou trop faibles à assumer leur autonomie et leurs responsabilités, sans leur dicter leur tactique.

N'écoutons pas les prophètes de malheur qui nous disent que tout est déjà fichu à cause de Trump, de la finance ou de l'hégémonie productiviste. Certes l'effondrement de pans entiers de notre civilisation matérielle est inévitable et nous devons réorienter nos villes vers la résilience. Mais chaque ville, chaque quartier participe aussi à la défense planétaire du climat et à l'invention d'un monde nouveau. Et ce n'est pas la même chose de vivre à + 1,5° ou à + 7°.

Au second tour, nous devons nous allier avec les forces acceptant, par contrat, de faire le plus gros bout de chemin dans ce sens. N'oublions jamais que la plupart des crises écologiques se caractérisent par leur irréversibilité (bétonnage, arbres abattus, enfants abandonnés aux dealers...) : ce qu'on ne fera pas en 2020-21, on ne pourra plus le corriger 6 ans plus tard. Si l'on ne trouve pas de tels alliés, mieux vaudra maintenir son indépendance et poursuivre la lutte par la voie associative, non institutionnelle.

Dans tous les cas, il faudra être clairs dans les négociations : les accroc à des accords fondés sur la probité, la démocratie, la solidarité sociale, la transition écologique ne seront pas acceptés, et conduiront à la rupture. Nous ne cherchons pas à « occuper des places » mais à « faire des choses » pour changer la vie de nos concitoyens, inverser la course vers les catastrophes, cheminer vers une société apaisée, en harmonie avec son environnement.

Cette dialectique « unir les écologistes les plus résolus / rassembler une majorité » est nécessairement « en deux temps » dans le cas d'une élection à deux tours ! Mais en réalité les deux temps sont intimement liés : on n'unit les plus résolus que pour et dans la conquête de la majorité... et la majorité observe avec intérêt et circonspection les efforts que nous faisons pour nous unir.

La démarche vaudra également pour les élections régionales (et tout autre élection territoriale que le Pouvoir déciderait). Mais, espérons-le, la progression de l'hégémonie écologiste (c'est dire : la capacité de présenter la transition écologiste comme l'intérêt du peuple tout entier, grâce à un nouveau « sens commun ») amènera à basculer progressivement de l'affirmation de l'autonomie, de la radicalité de l'écologie (magnifiquement illustrée, contre vents et marées, par la campagne européenne de la liste Jadot) vers des thématiques des plus en plus rassembleuses, pacifiantes, de type « la force tranquille ».

4. Vers la présidentielle (et les législatives)

C'est au moment de la présidentielle, vote à deux tours où deux forces ont a priori toutes les chances de figurer au second tour (LREM et le RN), que nous mesurerons le succès de notre travail des deux prochaines années. En 2017 Yannick Jadot avait fait le sacrifice de sa candidature pour tenter qu'une voix progressiste et pro-écologiste figure au second tour. Nous devons nous fixer pour objectif que cette fois la candidature écologiste soit LA candidature unique ayant des chances de se glisser dans le duo de tête.

Ne nous cachons pas la difficulté de ce pari. La France Insoumise comme le PS vont souhaiter « tenter leur chance » pour se redresser. A nous de les convaincre, par l'exemple de notre travail et de notre volonté unitaire, par notre absence de sectarisme, mais en même temps par notre résolution à assumer nos responsabilités. Actuellement, la presse ouverte à notre vision du monde (Libération, Le Monde...) continue à tempêter de façon contradictoire, nous reprochant à la fois de ne pas « chercher l'unité » et d' « avoir le melon ». Mais alors à qui accordent-ils la légitimité d'avoir le melon, c'est à dire d'assumer le rôle de représentant de la gauche du XXI^e siècle ? À B. Cazeneuve ? Le but est d'obtenir en deux ans que « ça ne soit pas sérieux » de proposer qui que ce soit d'autre qu'une ou un Vert. C'est cela aussi, construire un nouveau sens commun : l'espérance verte.

Karima Delli, Alain Lipietz.

Ce texte peut être transféré librement. Ce n'est pas une motion, mais une contribution à toute motion !